

Université Ferhat Abbas Sétif 1(Algérie)
Institut d'architecture et des sciences de la terre
Lundi 4 mai 2015.

Les transitions socio-économiques de la ville dite intelligente

Conférence d'Abdelhafid Hammouche,
Sociologue, Professeur des universités,
Lille 1-Clersé-Cnrs.

Pour mieux apprécier les contradictions ou les difficultés inhérentes à la transition entre nos sociétés de consommation et une économie plus respectueuse de l'environnement qu'appellent de leurs vœux bon nombre de dirigeants, nous nous intéresserons à ce qu'il est convenu de nommer la ville intelligente.

L'urbanisation accélérée de ces dernières décennies fait en effet de la ville non seulement le cadre de vie le plus partagé de par le monde, mais représente pour les défis écologiques et l'économie dite verte un enjeu majeur. La gouvernance des agglomérations, notamment pour la gestion des énergies, et les pratiques des citoyen(e)s constituent sous cet angle de redoutables défis. Parmi les tentatives d'y répondre, certaines collectivités convoquent le terme de « ville intelligente », traduction de smart city, pour désigner un type de développement urbain censé répondre à l'évolution ou l'émergence des besoins des institutions, des entreprises et des citoyens, tant sur le plan économique, social, qu'environnemental. En suivant cette définition, une ville se verra qualifiée d'intelligente quand les investissements en capitaux humains, sociaux, en infrastructures d'énergie (électricité, gaz), de flux (humains, matériels, d'information) alimenteront un développement économique durable associé à une qualité de vie élevée qui tienne compte d'une gestion avisée des ressources naturelles, au moyen d'une gouvernance participative et d'une utilisation efficiente et intégrée des NTIC. Sous cet angle, une ville intelligente serait capable de mettre en œuvre une gestion des infrastructures (d'eau, d'énergies, d'information et de télécommunications, de transports, de services d'urgence, d'équipements publics, de bâtiments, de gestion et tri des déchets, etc.) communicantes, adaptatives, durables et plus efficaces, automatisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens, dans le respect de l'environnement. Outre les habitants et usagers, les parties prenantes de cette démarche sont les collectivités, urbanistes et administrations concernées par l'aménagement du territoire et des villes, et pour le secteur privé les industriels des secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports, des réseaux télécoms et infrastructures, les constructeurs intervenant sur l'équipement matériel des villes intelligentes, les intégrateurs et SSII, les éditeurs, fournisseurs de logiciels propres aux compétences des organismes locaux et les sociétés de conseil. Le terme a aussi été plus ou moins abondamment utilisé dans une logique de marketing, parfois par des sociétés commerciales et des villes (par exemple lors de campagnes électorales), y compris par celles qui n'en traitent qu'un des aspects, alors que la ville ou le territoire intelligent sont supposés avoir un caractère multidimensionnel en termes d'acteurs et de domaines ciblés.

Pour illustrer et étayer notre propos, nous prendrons comme exemple l'expérience en cours à Lille avec le campus de la cité scientifique comme laboratoire grandeur nature. Nous verrons, d'autre part, comment une telle expérimentation génère des coopérations entre milieux académiques et ceux de la cité, notamment les acteurs de l'habitat. Nous concluons par une analyse de la contribution critique des sciences sociales dans une telle opération et par rapport à la transition socio-économique et culturelle que souhaitent les promoteurs de « l'économie verte ».